

Menu

[Newsletters](#) [Mon compte](#)

Les Echos.fr



LES ECHOS: Tapez vot

-
-
-

[Le journal](#)



- [Politique](#)
-
- [Economie](#)
-
- [Bourse](#)
-
- [Monde](#)
-
- [Tech-médias](#)
-
- [Industrie-Services](#)
-
- [Finance - Marchés](#)
-
- [PME-Régions](#)
-
- [Idées](#)
-
- [Business](#)
-
- [Patrimoine](#)
-
- [w.e](#)
-
- [Sports](#)
-

[Accueil](#) > [Idées - Débats](#) > [Editos & Analyses](#)

Grèce: ne laissons pas M. Tsipras braquer les banques !

Les Echos | Le 15/06 à 12:40, mis à jour à 17:26

- [L'euro n'a « asservi » Grecs. Il contraire donné moyens souveraineté, permis 15 ans d'endetter taux bas Allemands Etat déjà défaut siècles.](#)

L'euro n'a pas « asservi » les Grecs. Il leur a au contraire donné les moyens de la

souveraineté, et leur a permis pendant 15 ans d'endetter à des taux aussi bas que les Allemands un Etat qui avait déjà fait défaut quatre fois en deux siècles. - AFP/ Angelos Tzortzinis

1 / 1

La Grèce n'est pas écrasée par sa dette mais par sa politique économique. Lui céder sur l'ampleur de ses réformes serait encourager les stratégies d'extorsion d'autres Etats.

Le FMI met en oeuvre la solidarité des nations, et même les plus pauvres y contribuent. Il est rarissime de ne pas y honorer ses engagements. Un membre de l'Union européenne, la Grèce, a pourtant rejoint la Zambie comme pays ayant retardé ses échéances ; et elle rejoindra peut être demain le Zimbabwe au ban des nations ayant fait défaut à la solidarité internationale. Cela mérite commentaire, en particulier pour corriger les fables que font circuler les spin doctors de la gauche radicale.

Non, l'euro n'a pas « asservi » les Grecs. Il leur a au contraire donné les moyens de la souveraineté, et leur a permis pendant 15 ans d'endetter à des taux aussi bas que les Allemands un Etat qui avait déjà fait défaut quatre fois en deux siècles. Mais ils ont gaspillé cette chance. Plutôt que de moderniser leur économie pour la rendre compétitive et d'investir dans l'infrastructure d'un Etat, ils ont distribué prébendes et revenus, sans que la productivité ne s'améliore ni que la croissance vienne d'autre chose que de la consommation. Cela a entraîné des déficits budgétaires et des paiements inconnus dans l'histoire en temps de paix: à la veille de la crise, jusqu'à 10% du PIB de déficit budgétaire primaire, hors charge de la dette, jusqu'à 15% de déficit budgétaire total, et de 10 à 20% de déficit des paiements courants.

Les [marchés financiers](#) ont commis la faute de financer trop longtemps ces déficits. Leur perte n'a pas été couverte entièrement par les contribuables puisqu'ils ont dû revendre leurs créances au secteur public avec 40 à 50% de décote lors de la restructuration de 2011. On peut débattre de savoir si c'était assez, mais ce n'est pas rien.

Les contribuables européens ne sont pas intervenus seulement pour sauver leurs banques. Si l'argent de la troïka n'avait été utilisé que pour racheter les créances passées, les Grecs, qui n'avaient plus accès au crédit, auraient dû réduire leur déficit primaire de 10% du PIB à zéro non pas en quatre ans, mais en une semaine. La troïka a aussi apporté de l'argent frais pour financer les déficits grecs le temps qu'ils repassent sous contrôle. C'est un effort considérable, de plusieurs dizaines de points de PIB grec, que nous avons fait en sus des aides structurelles, pas pour nos banques, mais pour les Grecs. Et c'est un prêt qui doit être remboursé.

Certes, l'ajustement a été brutal. Pour qu'il le fût moins, il aurait fallu que le contribuable européen apporte encore plus d'argent frais. Et même s'il a ramené dix ans en arrière le revenu grec, il n'a fait que remettre en ligne les dépenses avec les recettes, les salaires avec la productivité, c'est à dire le niveau de vie avec le niveau de développement, sous réserve des aides structurelles consenties par l'Union.

Les comptes étaient en train de s'équilibrer et la croissance de repartir, quand les Grecs ont approuvé le mandat que le gouvernement rouge-brun de M.Tsipras se faisait fort de mener à bien: augmenter les revenus, revenir aux déficits primaires, avant même charge de la dette, et les faire payer par une extorsion d'argent frais européen, par la menace et le chantage. Pour que ce mandat soit clair, les Grecs ont d'ailleurs depuis arrêté de payer leurs impôts, y compris sur le capital, et retiré leur argent des banques, ce qui force la Banque Centrale Européenne à envoyer des liquidités tous les jours. Quant au gouvernement, il ne règle plus aucune facture que les salaires et les retraites, ce qui bloque son économie. Et il attend que les Européens cèdent...

On dit la Grèce écrasée par sa dette. C'est faux. Sa dette est d'un montant nominal très élevé en proportion du PIB, mais elle est restructurée à des taux proches de zéro, et l'essentiel n'est pas dû avant

des décennies. Elle n'a payé l'an dernier, en proportion de son PIB, qu'autant que la France et moins que l'Italie. Les créanciers publics ne lui demandent pas de s'acquitter de sa vieille dette, celle de 2011, dont ils savent bien qu'elle ne sera pour l'essentiel pas remboursée de nos vivants. Ils ne lui demandent que de dégager un peu d'excédent pour rendre peu à peu la « new money » ajoutée depuis 2011, en commençant par le FMI, qui est aussi l'argent du Sénégal et du Bangladesh. Ce qui écrase la Grèce, ce n'est pas sa dette, c'est sa politique économique, ses déficits, son économie de rente, l'incapacité de l'Etat à y lever l'impôt.

Ce que veut la Grèce, c'est une « union de transfert » où le montant des transferts n'est décidé ni par le Parlement européen, ni par les Parlements des pays contributeurs, mais par le Parlement grec qui enverrait sa facture tous les ans en fonction de ses besoins. Malgré toute la contribution que les Grecs ont eu à l'invention de la démocratie, ce n'est pas ainsi que marche un système démocratique. Une « union de transfert » ne peut pas être fondée sur le chantage; et même si elle était organisée, elle ne serait pas dans l'intérêt des pays dont le revenu par tête est supérieur à la moyenne, comme la France.

Pour parvenir à ce résultat, l'arme de la Grèce est simple: menacer ses partenaires européens de provoquer une déflagration financière contagieuse qui menace toute l'union monétaire et toute l'économie européenne. C'est là qu'elle surestime sa main. Certes, le maintien de la Grèce en Europe a une [valeur stratégique](#), en particulier dans le contexte de la politique russe actuelle. Certes, la sortie d'un membre de la zone euro, même d'un membre qui n'aurait jamais dû y entrer, serait un mauvais précédent à moyen terme, qui devra nous inciter à renforcer la gouvernance de la zone et la solidarité avec les pays du Sud vertueux. Mais nous ne sommes plus en 2011, et la contagion n'aura pas lieu: les autres pays du Sud vont beaucoup mieux, la BCE achète massivement leurs obligations, ce qui prévient une [spéculation](#) sur leur dette. Et la dette grecque n'est plus connectée au secteur privé, de sorte qu'elle ne peut pas être le Lehman Brothers de la prochaine crise.

Les Européens sont face à un dilemme. Ils ne peuvent pas céder, juste retarder encore un peu le remboursement de la « new money » de 2011 en réduisant les objectifs d'excédent primaire. Mais ils ne vont pas apporter de l'argent frais pour maintenir un déficit primaire de l'Etat grec et soutenir un système de retraite plus généreux en proportion des revenus que celui de tous les autres pays européens. Car le risque de contagion grec n'est plus financier. Il est politique. Le projet Syriza est celui de tous les populistes : c'est celui de Podemos, du mouvement 5 étoiles comme du Front National. La lâcheté, qui peut s'habiller de géopolitique, peut inciter à céder à la Grèce, qui est petite, un PIB inférieur à la quinzième ville chinoise. Mais céder à la Grèce encouragerait des Etats plus importants à élire des gens qui proposent les mêmes stratégies d'extorsion. Cela mettrait en danger tout ce que l'Europe a construit depuis 50 ans. On n'obtiendra pas du salarié slovaque qu'il cotise pour que le retraité grec gagne plus que le retraité slovaque...

D'où la tragédie qui se déroule sous nos yeux: M.Tsipras est un braqueur de banque qui menace de tout faire sauter -lui et son peuple avec- sans réaliser que ses otages- les autres pays du Sud - ont été déjà exfiltrés. Bien sur, on négocie avec lui, on lui dit des mots polis, on essaie de le ramener à la raison. Mais il est hors de question qu'il parte avec la caisse. Et c'est tant mieux.

Ne pas céder sera douloureux. Syriza aura le choix entre renier son mandat, ce que cette majorité aura du mal à assumer, ou entraîner son pays dans une spirale mortifère. D'abord, il faudra fermer les banques, comme à Chypre, puisque la faillite de l'Etat grec les rendra insolubles, ce qui privera les pauvres de leurs économies -les autres les ont déjà retirées-, et ramènera l'économie à l'âge du troc. Puis il faudra, tout en laissant circuler les euros, payer fonctionnaires et retraités avec des assignats qui s'échangeront 50% en dessous de leur valeur en euros, ce qui plaira aux théoriciens de la « monnaie commune », mais réduira les revenus des intéressés bien au delà de ce que demande le FMI, pendant que le secteur privé continuera à être payé en euros.

Ou bien on appellera ces assignats « drachmes » et on les fera émettre par une banque centrale à la botte : là, la Grèce sortira vraiment de l'euro. Mais la contrainte se reportera alors de l'équilibre budgétaire sur l'équilibre extérieur. Qui voudra être payé en drachmes ? Et où les Grecs trouveront-ils des devises pour

payer les importations puisqu'ils exportent peu, que leur défaut les privera de crédit et que leurs actifs publics à l'étranger seront saisis (comme par exemple les avions d'Olympic Airways)? Au bout de cette route, la Grèce devra aussi quitter l'Union, sans doute en échange d'un pourboire humanitaire. Pas seulement parce que c'est ce que disent les Traités. Mais surtout parce que ses voisins auront du mal à tolérer la liberté de circulation des personnes avec un Etat failli, incapable de contrôler ses frontières extérieures; ni celle des marchandises avec une monnaie en dévaluation sauvage.

Cette dégringolade, où qu'elle s'arrête- et il faut espérer que ce soit le plus tôt possible -coûtera bien plus cher à la Grèce que ce que demande le FMI. Son seul intérêt sera de montrer aux peuples ce que donnent les recettes populistes, et ce n'est pas à l'avantage des Grecs, car une fois la spirale engagée, ce ne sera plus l'intérêt des autres pays européens d'amortir la chute. On peut former le souhait que le peuple grec réagira quand il touchera du doigt la catastrophe. Il demandera alors des comptes aux rouges-bruns. Ce jour là, mais ce jour là seulement, il faudra que l'Europe sache être généreuse.

Les Gracques sont un groupe informel d'anciens hauts fonctionnaires socialistes

Les articles associés

- [Déficits publics : la zone euro redevient plus vertueuse](#)
- [Le sud de l'Europe se finance moins cher que les Etats-Unis](#)
- [La morale de l'histoire grecque](#)

Focus

- [Dette publique](#)
- [Banque](#)

Editos & Analyses

[Nous devons donner vie à une émotion européenne](#) [Nous devons donner vie à une émotion européenne](#)

[Chômage : un océan qui ne se videra qu'au compte-gouttes](#) [Chômage : un océan qui ne se videra qu'au compte-gouttes](#)

[Moteurs secondaires](#) [Moteurs secondaires](#)



Les EchosFORMATION

L'ORGANISME DE FORMATION DES DECIDEURS

Des formations liées aux enjeux économiques et stratégiques de vos secteurs et métiers.

> En savoir plus

Nos partenaires

Infos

[0](#)

Lecture différée     

Imprimer

A la une **sur Les Echos.fr**

[Temps de travail : Taubira et Valls s'écharpent sur les 32 heures](#) [Politique](#)

[Temps de travail : Taubira et Valls...](#)

+ [VIDEOS - La garde des Sceaux et le Premier ministre ont exprimé leurs divergences...](#)

[Cahuzac renvoyé en correctionnelle](#) [Politique](#)

[Cahuzac renvoyé en correctionnelle](#)

[Les juges d’instruction ont signé le renvoi devant le tribunal correctionnel de...](#)

[PSA va officialiser son implantation industrielle au Maroc Automobile](#)
[PSA va officialiser son implantation...](#)

[Le groupe y produira 90.000 véhicules destinés à l’Afrique et au...](#)

Adresse introuvable

Firefox ne peut trouver le serveur à l'adresse a.ligatus.com.

- Veuillez vérifier la syntaxe de l'adresse (saisie de **www**.exemple.com au lieu de **www**.exemple.com par exemple) ;
- Si vous n'arrivez à naviguer sur aucun site, vérifiez la connexion au réseau de votre ordinateur ;
- Si votre ordinateur ou votre réseau est protégé par un pare-feu ou un proxy, assurez-vous que Firefox a l'autorisation d'accéder au Web.

Réessayer

+ Data

Adresse introuvable

Adresse introuvable

Firefox ne peut trouver le serveur à l'adresse ata.lesechos.fr.

Firefox ne peut trouver le serveur à l'adresse ata.lesechos.fr.

Veuillez vérifier la syntaxe de l'adresse (saisie de **www**.exemple.com au lieu de **www**.exemple.com par exemple) ;

Veuillez vérifier la syntaxe de l'adresse (saisie de **www**.exemple.com au lieu de **www**.exemple.com par exemple) ;

Si vous n'arrivez à naviguer sur aucun site, vérifiez la connexion au réseau de votre ordinateur ;

Si vous n'arrivez à naviguer sur aucun site, vérifiez la connexion au réseau de votre ordinateur ;



Les nouvelles stratégies de financement des entreprises

[En savoir plus](#)

Top des recherches

- [charlize theron](#)
- [chute mortelle cap ferret](#)
- [la route du sud cyclisme](#)
- [go fast](#)
- [fete de la musique du 21 juin](#)

Réagir à cet article



Les banquiers face au syndrome de l’acromégalie



La Chine, championne du monde de la « com’

à 09h sur le moteur



»

- Accueil
- Politique - Société
 - Accueil
 - Politique
 - Société
 - Collectivités locales
- Économie France
 - Accueil
 - Conjoncture
 - Budget - fiscalité
 - Social
- Bourse
 - Accueil
 - Infos / Conseils
 - Actions
 - Indices
 - Valeurs moyennes
 - Traders
 - Forex
 - Sicav / FCP
 - Matières premières
 - Forums
 - Services
- Monde
 - Accueil
 - Europe
 - États-Unis
 - Amériques
 - Chine
 - Asie - Pacifique
 - Afrique - Moyen Orient
- Tech - Médias
 - Accueil
 - High tech
 - Médias
- Industrie - Services
 - Accueil
 - Automobile
 - Tourisme - Transport
 - Aéronautique - Défense
 - Conso - Distribution
 - Mode - Luxe
 - Énergie - Environnement
 - Pharmacie - Santé
 - Services - Conseil
 - Immobilier - BTP
 - Industrie lourde
- Finance - Marchés
 - Accueil
 - Banque - Assurances
 - Gestion d'actifs
 - M&A
 - Marchés financiers

- Lexique financier
- Capital Finance
- PME - Régions
 - Accueil
 - Actualité des PME
 - Actualité des Marchés Publics
 - Innovateurs
- Idées - Débats
 - Accueil
 - Editos - Analyses
 - Le Cercle
 - Blogs
 - Livres
 - Sciences - Prospective
- Enjeux
 - Accueil
 - Business Stories
 - Les + d'Enjeux
- Business
 - Accueil
 - Entrepreneurs
 - Directions générales
 - Directions financières
 - Directions juridiques
 - Directions RH
 - Directions marketing & cial
 - Directions numériques
 - Les Echos de la Franchise
- Les Echos 360
- Les Echos Patrimoine
 - Accueil
 - Immobilier
 - Impôts
 - Retraite
 - Placements
 - Assurances
 - Marché art
 - Outils - Simulateurs
- Week-end
 - Accueil
 - Styles
 - Automobile
 - Voyages
 - Vins et gastronomie
 - Culture
 - Le meilleur du Web
- Sports
 - Accueil
 - Football
 - Rugby
 - Voile
 - Tennis
 - Formule 1
 - Omnisport

- Sport & Business
- Vidéos
 - Vidéos News
 - Vidéos Business
- Dossiers
 - Dossiers
 - Théma
- Choix des lecteurs
- Les Echos Solutions
 - Accueil
 - Événements
 - Études
 - Formation
 - Franchise
 - Annonces Légales
 - Bilans Gratuits
 - Marchés Publics
 - Reprise d'entreprise
 - Publishing
 - Salons
 - Crowdfunding
 - E-convocations
 - E-parapheurs
 - Data
 - [lesautos](#) Comparateur flotte auto
- Rendez-vous partenaires
 - 100 jours pour convaincre par Deloitte
 - Transformation digitale par Capgemini
 - Marketing Client : pour des relations qui comptent vraiment par arvato
 - Le rendez-vous CMS BFL
 - Le rendez-vous AG2R La Mondiale
 - Le rendez-vous Apicil
 - Le rendez-vous .COM
 - Le rendez-vous Banque Neuflyze OBC
 - Le rendez-vous EY
 - Le rendez-vous FM Global

Édition du 19 Juin



[Newsletter Offres Mobiles](#)

Suivez nous

- [Facebook](#)
- [Twitter](#)
- [Google +](#)
- [LinkedIn](#)

- [Newsletters](#)
- [Mobile](#)
- [Flux RSS](#)

ePresse

[Retrouvez Les Echos sur](#)

Contactez-nous

- [Service Client](#)
- [Abonnements](#)
- [Rediffusion](#)
- [Publicité](#)

Sites du groupe

- [La Fugue](#)
- [Les Echos Events](#)
- [Les Echos de la Franchise](#)
- [Salon des Entrepreneurs](#)
- [Les Echos Formation](#)
- [Les Echos Etudes](#)
- [Radio Classique](#)

- [Les Echos Wine Club](#)
- [Les Echos Débats](#)
- [Connaissance des arts](#)
- [Capital Finance](#)
- [Bilans gratuits](#)
- [Les Echos Publishing](#)
- [Expert infos](#)

.fr

Conformément à la loi Informatique et Liberté n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, nous nous engageons à informer les personnes qui fournissent des données nominatives sur notre site de leurs droits, notamment de leur droit d'accès et de rectification sur ces données nominatives. Nous nous engageons à prendre toutes précautions afin de préserver la sécurité de ces informations et notamment empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des tiers.

Tous droits réservés - les echos 2015

- [Fréquentation certifiée par l'OJD](#) /
- [Cookies](#) /
- [CGU - CGV](#) /
- [Charte éthique](#) /
- [Site Map](#)

LesEchos.fr

Chaque matin, Les Echos sélectionne **tout ce que vous devez savoir avant de commencer la journée** avec la **NEWSLETTER LA MATINALE** !

[Pour vous inscrire, cliquez-ici.](#)

[Inscrivez-vous](#) [Déjà inscrit ou abonné ?](#)